

# A la conquête du 16, rue de la Loi

● Il y aurait un deal entre les négociateurs de la "Suédoise" pour nommer Reynders à la commission contre un mandat de Peeters au "16".

● En tout cas, les partis flamands, et singulièrement le CD&V, ne pourront pas obtenir les deux, laissez-vous entendre du côté francophone.

## Peeters au "16", Reynders à la Commission ?

**M**ais où est passé Didier Reynders ? Il y a quelques semaines encore, il était donné favori pour occuper le 16, rue de la Loi, dans le cas d'un gouvernement alliant les partis de centre-droit. Avec la "Suédoise", on y est : MR, N-VA, CD&V et Open VLD sont rentrés dans la phase de formation d'une majorité fédérale inédite dont les libéraux constitueront la plus grande (et la seule) famille politique. Et pourtant, c'est le CD&V Kris Peeters qui est donné gagnant pour devenir le prochain Premier ministre...

Selon un négociateur, toutefois, "rien n'est décidé" au sujet de Peeters. Une autre source confirme : "Il n'y a pas de deal actuellement pour le placer au "16". S'il y a un accord, c'est uniquement entre les Flamands. Il faudra un équilibre entre francophones et néerlandophones. On ne peut pas imaginer que le CD&V obtienne en même temps le portefeuille de Premier ministre et celui de commissaire européen (pour Marianne Thyssen, Ndlr)."

C'est bien là le cœur du problème... D'une part, le CD&V ne semble pas en mesure, compte tenu de son poids électoral, de réclamer les deux fonctions. D'autre part, le MR peut difficilement accepter de laisser deux Flamands occuper ces postes de prestige – que ce soit Thyssen ou Karel De Gucht (VLD), commissaire sortant. Ce serait d'embellie une déculottée communautaire.

Traduction : les réformateurs veulent placer l'un des leurs, soit au "16", soit à la Commission.

Même s'il n'y a pas de "deal", le

CD&V semble tout de même devoir arracher le mandat de Premier ministre. Dans ce cas, Didier Reynders deviendrait commissaire. D'autant plus que "Marianne Thyssen ne serait, elle-même, pas demandeuse d'y aller", précise une source flamande.

Mais pourquoi Peeters a-t-il l'avantage ? D'abord, parce que durant sa mission d'information, Charles Michel (MR) a dû cravacher pour convaincre le CD&V de se lancer dans l'aventure d'un gouvernement penchant clairement à droite. L'aile gauche du CD&V, connectée aux milieux syndicaux et mutuellistes, craint d'être impliquée dans des mesures "antisociales" que pourrait adopter la "Suédoise". Donner le "16" au CD&V permettrait de rassurer les sceptiques.

Ensuite, plus prosaïquement, le CD&V devait accepter le come-back des libéraux flamands à tous les niveaux. C'était la condition de l'Open

VLD pour monter au fédéral : revenir à la Région flamande... Mais, voilà, avec l'arrivée de ministres VLD à la Région et au fédéral, le CD&V subit un "manque à gagner" en termes de maroquins. C'est une évidence : à trois partenaires (N-VA/CD&V/Open VLD), les partis auront moins de postes qu'à deux (N-VA/CD&V). Le "16" serait donc une compensation au CD&V pour faire passer la pilule bleue...

### Le cas Peeters

Il y a un cas plus personnel, aussi : celui de Kris Peeters, lui-même. C'est le N-VA Geert Bourgeois qui s'est emparé de la ministre-Présidence flamande qu'occupait l'homme fort du CD&V. Le voilà dépouillé... Il lui faut une compensation de très haut niveau : le "16", donc...

Ensuite, on avait presque failli s'y habituer avec Elio Di Rupo, mais un chef de gouvernement francophone,

c'est exceptionnel dans le système politique belge contemporain. Si le MR voulait, malgré tout, empocher le "16", il devrait alors probablement renoncer à certains portefeuilles stratégiques pour les libéraux (Intérieur, Finances, Classes moyennes...).

Or, si le MR peut finalement placer des réformateurs à la tête de 6 à 7 ministères fédéraux (il semblerait à cet égard que le parti voudrait donner un ou deux postes à des acteurs de la société civile), ce n'est pas pour faire de la figuration. Mais bien pour pouvoir se présenter devant les électeurs en 2019 avec un bilan solide. Et, à ce sujet, tous les postes ne se valent pas au sein du Conseil des ministres.

### Le scénario européen

Dans l'hypothèse où Didier Reynders devient le prochain commissaire belge, Charles Michel sera probablement tenté de devenir le vice-Premier ministre MR de l'exécutif qu'il aura mis sur pied avec Kris Peeters. L'actuel président des libéraux pourrait ainsi contrôler directement l'attitude de ses ministres au sein d'une majorité qui s'annonce tout de même délicate politiquement.

À ne pas exclure non plus : une victoire flamande sur toute la ligne... Les partis flamands obtiendraient le Premier ministre et le commissaire européen. Dans ce cas, Didier Reynders resterait "simple" vice-Premier.

Enfin, si le MR devait passer à côté du mandat de Premier ministre, il semble que les libéraux exigeront la présidence de la Chambre (au minimum).

Frédéric Chardon et Antoine Clevers

# Même la “prime au CVP” ne suffira plus

**D**e la haute voltige politique. Pour un gouvernement en cours de formation, la distribution des fonctions décisionnelles les plus importantes s'apparente à un vrai marchandage entre les partis impliqués (voir ci-contre). Le futur probable gouvernement “suédois” (MR, N-VA, CD&V, Open VLD) n'échappera pas à la règle. Sa configuration inédite, avec le seul MR côté francophone, ne simplifiera certainement pas les choses. Et, une fois n'est pas coutume, le CD&V risque de devoir faire des sacrifices...

Réclamer le poste de Premier ministre, le commissaire européen, un ou deux portefeuilles ministériels importants, voire une présidence d'assemblée (Sabine de Bethune est actuellement au perchoir du Sénat), est irréaliste pour les sociaux-chrétiens, compte tenu de leur poids électoral.

Même en tenant compte de “la prime au CVP” (dixit un socialiste, ironique) qui veut que le CD&V est proportionnellement toujours mieux servi que les autres... Un vieil héritage de l'Etat CVP, lorsque le parti dépassait les 40%...

Mais comment fonctionne la répartition des portefeuilles? Première étape, identifier les postes et leur nombre: les ministres, y compris le Premier ministre, les présidents de la Chambre et du Sénat, et le commissaire européen. Il faut aussi tenir compte des éventuelles “variables d'ajustement que sont les secrétaires d'Etat”, détaille Pascal Delwit, politologue à l'ULB (Université libre de Bruxelles).

## Comptez vos points

Chacun de ces portefeuilles vaut des points, rappelle le professeur. C'est trois points pour le Premier ministre et le commissaire européen, deux pour les ministres et les présidents des assemblées et, le cas échéant, un point pour les secrétaires d'Etat. A priori, “le poste de vice-Premier ministre ne bénéficie pas d'une pondération particulière puisque tous les partis en ont droit à un”.

Une fois que les partenaires ont décidé du nombre de ministres – et éventuellement de secrétaires d'Etat – dans le futur exécutif, cela donne un quota de points à répartir entre les partis en présence. Répartition qui se fait à l'aide de la traditionnelle clé D'Hondt.

“Si on a un gouvernement de treize ministres, comme aujourd'hui avec le gouvernement Di Rupo, cela fera six ministres MR – puisque la parité linguistique est respectée – et sept ministres flamands, y compris le Premier ministre qui semble devoir aller au CD&V”, détaille M. Delwit. “On aurait donc deux CD&V, deux Open VLD et trois N-VA.”

Étape suivante: la répartition des compétences ministérielles. C'est la formation politique la plus forte qui peut commencer à choisir, en l'occurrence la N-VA. Suit la deuxième, le MR, et ainsi de suite. Une fois que chaque parti s'est servi, on recommence un deuxième tour, puis un troisième, etc. jusqu'à ce que toutes les compétences aient été distribuées.

“Mais les choses se passent parfois un peu différemment en fonction des négociations politiques”, rappelle le politologue. “En 2011, par exemple, pour le gouvernement Di Rupo, le deuxième tour s'était opéré dans l'ordre inverse”, du plus petit au plus grand parti. C'est ici qu'on comprend que la gourmandise du CD&V pourrait lui coûter cher...

S'il obtient le 16 rue

de la Loi pour Kris Peeters et le poste de commissaire européen pour Marianne Thyssen, “il ne pourra sans doute choisir une compétence qu'après le deuxième choix de la N-VA”...

## Deux fois la N-VA

Concrètement, cela pourrait donner, dans l'ordre, le choix de la N-VA, puis du MR, du VLD et à nouveau de la N-VA. Enfin, seulement, celui du CD&V. Dans ce contexte, les sociaux-chrétiens feront à coup sûr une croix sur un portefeuille prestigieux,

comme celui des Finances, voire plusieurs fonctions régaliennes (Justice, Intérieur, Affaires étrangères, etc.).

Se pose aussi la question de l'avenir des ministres Koen Geens, aujourd'hui aux Finances, et Pieter De Crem, vice-Premier, en charge de la Défense. Se contenteront-ils de “petits” portefeuilles? Il semblerait que M. De Crem, par exemple, n'a pas envie de repartir pour un troisième mandat à la tête de la Grande Muette. Mais que pourra-t-il réclamer? Et recevoir...?

Selon Pascal Delwit, le parti du président Wouter Beke pourrait toutefois y trouver son compte. “Il pourrait choisir les Affaires sociales, par exemple. Ce serait assez ‘naturel’ pour lui, sa formation étant celle la plus à gauche de la coalition ‘suédoise’, et bénéficiant de relais auprès du syndicat chrétien ACV et du mouvement ouvrier chrétien ACW.” Mais il conclut: “Tout cela n'est pas rigide. Pendant les négociations sur l'accord de gouvernement, des discussions ont déjà lieu sur certains portefeuilles et certains noms.” Le marchandage a commencé.

A. C.